

SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 934)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 22 febbraio 1973
(V. Stampato n. 1134)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MEDICI)**

**di concerto col Ministro della Sanità
(GASPARI)**

**col Ministro dell'Agricoltura e delle Foreste
(NATALI)**

**col Ministro dei Trasporti e dell'Aviazione Civile
(BOZZI)**

**e col Ministro della Marina Mercantile
(LUPIS)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 1° marzo 1973*

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea sulla
protezione degli animali nei trasporti internazionali,
adottata a Parigi il 13 dicembre 1968**

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea sulla protezione degli animali nei trasporti internazionali, adottata a Parigi il 13 dicembre 1968.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 48 della Convenzione stessa.

ALLEGATO

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX EN TRANSPORT INTERNATIONAL

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Convaincus que les exigences du transport international des animaux ne sont pas incompatibles avec le bien-être de ceux-ci;

Animés par le désir d'éviter, dans la mesure du possible, toute souffrance aux animaux transportés;

Considérant qu'un progrès en cette matière peut être atteint par l'adoption de dispositions communes en matière de transports internationaux des animaux,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I

ARTICLE 1^{er}

1. Chacune des Parties Contractantes mettra en application les dispositions relatives aux transports internationaux des animaux contenues dans la présente Convention.
2. Aux fins de la présente Convention, on entend par transport international toute expédition qui suppose le franchissement d'une frontière, à l'exclusion toutefois du trafic frontalier.
3. Les autorités compétentes du pays d'expédition décideront si le transport est conforme aux dispositions de la présente Convention. Toutefois, les pays de destination ou de transit peuvent contester que le transport a été effectué conformément aux dispositions de la présente Convention. L'acheminement ne peut toutefois être interrompu que si une telle mesure est indispensable au bien-être des animaux transportés.
4. Chacune des Parties Contractantes prendra les mesures nécessaires afin que toute souffrance puisse être épargnée aux animaux ou réduite au minimum, en cas de grève ou de tout cas de force majeure empêchant sur son territoire la stricte application de la présente Convention. Elle s'inspirera à cet effet des principes énoncés dans celle-ci.

ARTICLE 2.

La présente Convention s'applique aux transports internationaux:

- (a) des solipèdes domestiques et animaux domestiques des espèces bovine, ovine, caprine et porcine (Chapitre II);
- (b) des oiseaux et des lapins domestiques (Chapitre III);
- (c) des chiens et chats domestiques (Chapitre IV);
- (d) d'autres mammifères et oiseaux (Chapitre V);
- (e) des animaux à sang froid (Chapitre VI).

CHAPITRE II

**Solipèdes domestiques et animaux domestiques
des espèces bovine, ovine, caprine et porcine**

A. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 3.

1. Avant leur chargement en vue d'un transport international, les animaux doivent être inspectés par un vétérinaire autorisé du pays exportateur qui s'assure de leur aptitude au voyage. Par vétérinaire autorisé, on entend un vétérinaire désigné par l'autorité compétente en application des dispositions de la présente Convention.
2. Le chargement doit être effectué conformément aux conditions approuvées par le vétérinaire autorisé.
3. Le vétérinaire autorisé délivre un certificat dans lequel sont consignées l'identification des animaux, leur aptitude au voyage et, sauf impossibilité, l'immatriculation du moyen de transport et le type du véhicule.
4. Dans certains cas déterminés par arrangement entre les Parties Contractantes intéressées, les dispositions du présent article pourront ne pas être appliquées.

ARTICLE 4.

Les animaux qui doivent mettre bas dans la période correspondant au transport ou ayant mis bas depuis moins de 48 heures ne doivent pas être considérés comme aptes au voyage.

ARTICLE 5.

Le vétérinaire autorisé du pays exportateur, du pays de transit ou du pays importateur peut prescrire une période de repos, dans le lieu qu'il désigne, pendant laquelle les animaux recevront les soins nécessaires.

ARTICLE 6.

1. Les animaux doivent disposer de suffisamment d'espace et doivent, sauf indications spéciales contraires, pouvoir se coucher.
2. Les moyens de transport ou les emballages doivent être conçus pour protéger les animaux contre les intempéries et les grands écarts climati-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ques. La ventilation et le cubage d'air doivent être adaptés aux conditions de transport et appropriés à l'espèce animale transportée.

3. Les emballages (caisses, cages, etc.) servant au transport des animaux doivent être munis d'un symbole indiquant la présence d'animaux vivants et d'un signe indiquant la position dans laquelle les animaux se trouvent debout. Ils doivent être de nettoyage facile et équipés de manière à assurer la sécurité des animaux. Ils doivent également permettre d'examiner les animaux et de leur donner les soins nécessaires et être disposés de façon à ne pas gêner la circulation d'air. Au cours du transport et des manipulations, les emballages doivent toujours être maintenus en position verticale et ne doivent pas être exposés à des secousses ou à des heurts violents.

4. Au cours du transport, les animaux doivent être abreuvés et recevoir une alimentation appropriée à des intervalles convenables. Ces intervalles ne doivent pas dépasser 24 heures; la période de 24 heures peut toutefois être prolongée si le transport peut atteindre le lieu de débarquement des animaux dans un délai raisonnable.

5. Les solipèdes doivent être munis d'un licol pendant le transport. Cette disposition ne s'applique pas obligatoirement aux animaux non dressés.

6. Lorsque les animaux sont attachés, les liens utilisés doivent être d'une résistance telle qu'ils ne puissent se briser dans des conditions normales de transport; ces liens doivent être d'une longueur suffisante lorsqu'il est nécessaire de donner aux animaux la possibilité de se coucher, se nourrir et s'abreuver. Les bovins ne doivent pas être attachés par les cornes.

7. Les solipèdes qui ne voyagent pas dans des stalles ou boxes individuels doivent avoir les sabots postérieurs déferrés.

8. Les taureaux de plus de 18 mois devraient de préférence être attachés; ils seront munis d'un anneau nasal utilisé exclusivement pour leur maniement.

ARTICLE 7.

1. Quand des animaux de différentes espèces sont transportés dans un même moyen de transport, ils doivent être séparés par espèces. En outre, des mesures particulières doivent être prévues pour éviter les inconvénients qui peuvent résulter de la présence, dans la même expédition, d'espèces naturellement hostiles les unes aux autres. Quand le chargement d'un même moyen de transport est composé d'animaux de différents âges, les adultes doivent être séparés des jeunes; toutefois, cette restriction ne s'applique pas aux femelles voyageant avec les petits qu'elles allaitent. En ce qui concerne les bovins, les solipèdes et les porcins, les mâles adultes non castrés doivent être séparés des femelles; en outre, les verrats doivent être séparés les uns des autres, de même que les étalons.

2. Dans les compartiments où se trouvent des animaux, il ne doit pas être entassé de marchandises pouvant nuire à leur bien-être.

ARTICLE 8.

Un équipement approprié, tel que ponts, rampes ou passerelles doit être utilisé pour le chargement ou le déchargement des animaux. Cet équipement doit être pourvu d'un plancher non glissant, et, si nécessaire, d'une protection latérale. Les animaux ne doivent pas être soulevés par la tête, les cornes ou les pattes, lors du chargement ou du déchargement.

ARTICLE 9.

Le plancher des moyens de transport ou des emballages doit être suffisamment solide pour résister au poids des animaux transportés. Il ne doit pas être glissant, ni comporter d'interstices. Il doit être recouvert d'une litière suffisante pour l'absorption des déjections, à moins que celle-ci puisse être remplacée par un autre procédé présentant au minimum les mêmes avantages.

ARTICLE 10.

Afin d'assurer en cours de transport les soins nécessaires aux animaux, ceux-ci doivent être accompagnés, sauf lorsque:

- (a) les animaux sont remis au transport dans des emballages clos;
- (b) le transporteur prend à charge les fonctions de convoyeur;
- (c) l'expéditeur a chargé un mandataire de prendre soin des animaux dans des points d'arrêt appropriés.

ARTICLE 11.

1. Le convoyeur ou le mandataire de l'expéditeur est tenu de prendre soin des animaux, de les abreuver, de les nourrir et, le cas échéant, de les traire.
2. Les vaches en lactation doivent être traitées à des intervalles ne dépassant pas 12 heures.
3. Afin de pouvoir assurer ces soins, le convoyeur doit avoir à sa disposition, le cas échéant, un moyen d'éclairage adéquat.

ARTICLE 12.

Les animaux malades ou blessés en cours de transport doivent recevoir le plus tôt possible les soins d'un vétérinaire, et s'il est nécessaire de procéder à leur abattage, celui-ci doit être effectué de manière à éviter dans la mesure du possible toute souffrance.

ARTICLE 13.

Les animaux ne doivent être chargés que dans des moyens de transport ou emballages soigneusement nettoyés. Les cadavres d'animaux, le fumier et les déjections doivent être enlevés aussitôt que possible.

ARTICLE 14.

Les animaux doivent être acheminés aussi rapidement que possible, et les délais, en particulier ceux de correspondance, doivent être réduits au minimum.

ARTICLE 15.

En vue d'accélérer l'accomplissement des formalités au moment de l'importation ou du transit, tout transport d'animaux sera annoncé aussitôt que possible au poste de contrôle. Pour ces formalités, la priorité devrait être accordée aux transports d'animaux.

ARTICLE 16.

Les postes où le contrôle sanitaire est exercé et où il existe un trafic important et régulier d'animaux doivent comporter des aménagements permettant de faire reposer, de nourrir et d'abreuver les animaux.

**B. DISPOSITIONS SPECIALES
AUX TRANSPORTS PAR CHEMIN DE FER****ARTICLE 17.**

Tout wagon servant au transport des animaux doit être muni d'un symbole indiquant la présence d'animaux vivants. A défaut de wagons spécialisés pour le transport des animaux, les wagons utilisés doivent être couverts, aptes à circuler à grande vitesse et munis d'ouvertures d'aération suffisamment larges. Celles-ci doivent être conçues de façon à éviter que les animaux puissent s'échapper et à garantir leur sécurité. Les parois intérieures de ces wagons doivent être en bois ou en tout autre matériau approprié, dépourvues d'aspérités et munies d'anneaux ou de barres d'armage placés à une hauteur convenable.

ARTICLE 18.

Les solipèdes doivent être attachés soit le long de la même paroi, soit en vis-à-vis. Toutefois, les animaux jeunes et non dressés ne doivent pas être attachés.

ARTICLE 19.

Les grands animaux doivent être disposés dans les wagons de façon à permettre au convoyeur de circuler entre eux.

ARTICLE 20.

Lorsque, conformément aux dispositions de l'article 7, il faut procéder à la séparation des animaux, celle-ci peut être réalisée soit en les attachant dans des parties séparées du wagon si la superficie de celui-ci le permet, soit au moyen de barrières appropriées.

ARTICLE 21.

Lors de la formation des trains et de toute autre manoeuvre des wagons, toutes précautions doivent être prises pour éviter les accostages violents des wagons transportant des animaux.

C. DISPOSITIONS SPECIALES AUX TRANSPORTS PAR ROUTE**ARTICLE 22.**

Les véhicules doivent être aménagés de manière que les animaux ne puissent s'en échapper et être équipés de façon à assurer la sécurité des animaux; ils doivent, en outre, être pourvus d'une toiture assurant une protection effective contre les intempéries.

ARTICLE 23.

Des dispositifs d'attache doivent être installés dans les véhicules utilisés pour le transport des grands animaux qui doivent normalement être attachés. Lorsque le compartimentage des véhicules s'impose, il doit être réalisé à l'aide de cloisons résistantes.

ARTICLE 24.

Les véhicules doivent comporter une rampe satisfaisant aux conditions prévues par l'article 8.

D. DISPOSITIONS SPECIALES AUX TRANSPORTS PAR EAU**ARTICLE 25.**

L'équipement des navires doit permettre le transport des animaux sans que ceux-ci soient exposés à des blessures ou à des souffrances évitables.

ARTICLE 26.

Les animaux ne doivent pas être transportés sur les ponts découverts, sauf dans des emballages convenablement arrimés ou dans des enceintes fixes agréées par l'autorité compétente et assurant une protection satisfaisante contre la mer et les intempéries.

ARTICLE 27.

Les animaux doivent être attachés ou convenablement placés dans les parcs ou les emballages.

ARTICLE 28.

Des passages appropriés doivent être aménagés pour donner accès aux parcs ou emballages dans lesquels se trouvent les animaux. Un dispositif permettant d'assurer l'éclairage doit être prévu.

ARTICLE 29.

Le nombre des convoyeurs doit être suffisant, eu égard au nombre des animaux transportés et à la durée de la traversée.

ARTICLE 30.

Toutes les parties du navire occupées par les animaux doivent être pourvues de dispositif d'écoulement des eaux et être maintenues en bon état de propreté.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 31.

Un instrument du type agréé par l'autorité compétente doit être disponible à bord pour procéder à l'abattage des animaux en cas de besoin.

ARTICLE 32.

Les navires servant au transport des animaux doivent être munis, avant le départ, de réserves d'eau potable et d'aliments appropriés jugées suffisantes par les autorités compétentes du pays expéditeur, tant par rapport à l'espèce et au nombre des animaux transportés qu'à la durée du transport.

ARTICLE 33.

Des dispositions doivent être prises en vue d'isoler au cours du transport les animaux malades ou blessés, et, au besoin, les premiers soins doivent leur être fournis.

ARTICLE 34.

Les dispositions des articles 25 à 33 ne s'appliquent pas aux transports d'animaux effectués sur des véhicules ferroviaires ou routiers chargés sur des ferryboats ou des navires semblables.

E. DISPOSITIONS SPECIALES AUX TRANSPORTS PAR AIR**ARTICLE 35.**

Les animaux doivent être placés dans des emballages ou stalles convenant à l'espèce transportée. Des dérogations peuvent être accordées à condition que des aménagements appropriés soient faits pour retenir les animaux.

ARTICLE 36.

Des précautions doivent être prises pour éviter les températures trop hautes ou trop basses à bord, en tenant compte de l'espèce. En outre, les fortes variations de pression d'air doivent être évitées.

ARTICLE 37.

Un instrument du type agréé par l'autorité compétente doit être disponible à bord des avions-cargos pour l'abattage des animaux en cas de besoin.

CHAPITRE III**Oiseaux et lapins domestiques****ARTICLE 38.**

Les dispositions des articles ci-après du Chapitre II s'appliquent « mutatis mutandis » aux transports des oiseaux et lapins domestiques: article 6, paragraphes 1 à 3, articles 7, 13 à 17 inclus, 21, 22, 25 à 30 inclus, 32, 34 à 36 inclus.

ARTICLE 39.

1. Les animaux malades ou blessés ne doivent pas être considérés comme aptes au voyage. Ceux qui sont blessés ou malades en cours de transport doivent recevoir les premiers soins aussitôt que possible, et si cela est nécessaire, être soumis à un examen vétérinaire.
2. Lorsque les animaux sont chargés dans des emballages superposés ou dans un véhicule à plusieurs étages, les mesures nécessaires doivent être prises afin d'empêcher la chute des déjections sur les animaux placés aux niveaux inférieurs.
3. Une nourriture appropriée et, si nécessaire, de l'eau doivent être à leur disposition en quantité suffisante, sauf dans les cas de:
 - (a) transports d'une durée inférieure à 12 heures;
 - (b) transports d'une durée inférieure à 24 heures lorsqu'il s'agit d'oisillons de toute espèce, à condition que le transport soit terminé dans les 72 heures suivant l'éclosion.

CHAPITRE IV**Chiens et chats domestiques****ARTICLE 40.**

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux transports de chiens et chats domestiques, à l'exception de ceux qui sont accompagnés par leur propriétaire ou le représentant de celui-ci.
2. Les dispositions des articles ci-après du Chapitre II s'appliquent « mutatis mutandis » aux transports de chiens et chats: article 4, article 6, paragraphes 1 à 3 inclus, articles 7, 9, 10, article 11, paragraphes 1 et 3, articles 12 à 17 inclus, 20 à 23 inclus, 25 à 29 inclus, et 31 à 37 inclus.

ARTICLE 41.

Les animaux transportés doivent être nourris à des intervalles n'excédant pas 24 heures et abreuvés à des intervalles n'excédant pas 12 heures. Des instructions rédigées de façon claire concernant le ravitaillement des animaux doivent accompagner ces derniers. Les chiennes en chaleur doivent être séparées des mâles.

CHAPITRE V**Autres mammifères et oiseaux****ARTICLE 42.**

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux transports des mammifères et oiseaux non visés par les chapitres précédents.
2. Les dispositions des articles ci-après du Chapitre II s'appliquent « mutatis mutandis » aux transports d'espèces traités dans ce chapitre: articles 4 et 5, article 6, paragraphes 1 à 3 inclus, articles 7 à 10 inclus, article 11, paragraphes 1 et 3, articles 12 à 17 inclus, 20 à 37 inclus.

ARTICLE 43.

Les animaux doivent uniquement être transportés dans des véhicules ou des emballages appropriés sur lesquels il sera apposé, le cas échéant, une mention indiquant qu'il s'agit d'animaux sauvages, craintifs ou dangereux. En outre, des instructions rédigées de façon claire concernant le ravitaillement et les soins particuliers à donner aux animaux doivent accompagner ceux-ci.

ARTICLE 44.

Les cervidés ne doivent pas être transportés dans la période pendant laquelle ils refont leurs bois à moins que ne soient prises des précautions spéciales.

ARTICLE 45.

Les soins doivent être donnés aux animaux visés dans le présent chapitre conformément aux instructions prévues à l'article 43.

CHAPITRE VI**Animaux à sang froid****ARTICLE 46.**

Les animaux à sang froid doivent être transportés dans des emballages appropriés et compte tenu des nécessités relatives notamment à l'espace, à la ventilation, à la température, à l'approvisionnement en eau et à l'oxygénation, pour le cas et dans la mesure où ces exigences sont adaptées à l'espèce considérée. Ils doivent être acheminés à destination aussitôt que possible.

CHAPITRE VII**Règlement des différends****ARTICLE 47.**

1. En cas de contestation relative à l'interprétation ou à l'application des dispositions de la présente Convention, les autorités compétentes des Parties Contractantes concernées procéderont à des consultations mutuelles. Chacune des Parties Contractantes notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les noms et adresses de ses autorités compétentes.

2. Si le différend n'a pu être réglé par cette voie, il sera soumis, à la demande de l'une ou de l'autre des parties au différend, à un arbitrage. Chaque partie désigne un arbitre et les deux arbitres ainsi choisis désignent un surarbitre. Si l'une des deux parties au différend n'a pas désigné son arbitre dans les trois mois qui suivent la demande d'arbitrage, il sera nommé à la requête de l'autre partie au différend par le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Au cas où celui-ci serait ressortissant de l'une des parties au différend, cette fonction sera assurée par le

Vice-Président de la Cour ou, si ce dernier est ressortissant de l'une des parties au différend, par le plus ancien des Juges à la Cour qui ne sont pas ressortissants de l'une des parties au différend. Il sera procédé de la même manière si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un surarbitre.

3. Le tribunal arbitral fixera sa procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix. Sa sentence, qui sera basée sur la présente Convention, est définitive.

CHAPITRE VIII

Dispositions finales

ARTICLE 48.

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt du quatrième instrument de ratification ou d'acceptation.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

ARTICLE 49.

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.
2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet six mois après la date de son dépôt.

ARTICLE 50.

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.
3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 51 de la présente Convention.

ARTICLE 51.

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.
2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

ARTICLE. 52.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- (a) toute signature;
- (b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- (c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 48;
- (d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 50;
- (e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 51 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;
- (f) toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 47.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 13 décembre 1968, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

Pierre HARMEL

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Poul HARTLING

Pour le Gouvernement de la République Française:

Michel DEBRÉ

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

Gerhard JAHN

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

B. VITSAXIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Henrik Sv. BJÖRNSSON

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Frithjof JACOBSEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

W. SPÜHLER

Pour le Gouvernement de la République turque:

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande
du Nord:*

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE EUROPEA
SULLA PROTEZIONE DEGLI ANIMALI
NEI TRASPORTI INTERNAZIONALI**

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione;

Considerando che scopo del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione fra i suoi membri allo scopo di salvaguardare e promuovere gli ideali ed i principi che costituiscono il loro comune patrimonio;

Convinti che le esigenze del trasporto internazionale degli animali non sono incompatibili con il benessere di questi ultimi;

Mossi dal desiderio di evitare, per quanto possibile, ogni sofferenza agli animali trasportati;

Considerando che un progresso in tale campo può essere realizzato mediante l'adozione di disposizioni comuni in materia di trasporti internazionali di animali;

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I**ARTICOLO 1.**

1. Ogni Parte contraente applicherà le disposizioni relative ai trasporti internazionali degli animali, contenute nella presente Convenzione.
2. Ai fini della presente Convenzione, per trasporto internazionale si intende ogni spedizione che comporti l'attraversamento di un confine, ad esclusione tuttavia del traffico locale di frontiera.
3. Le autorità competenti del paese di spedizione decideranno se il trasporto è conforme alle disposizioni della presente Convenzione. Tuttavia, i paesi di destinazione o di transito possono insistere nell'affermare che il trasporto è stato effettuato in conformità delle disposizioni della presente Convenzione. L'inoltro non può tuttavia essere interrotto che qualora un tale provvedimento si renda indispensabile per il benessere degli animali trasportati.
4. Ogni Parte contraente adotterà i provvedimenti necessari per risparmiare o ridurre al minimo ogni sofferenza agli animali in caso di sciopero o in qualsiasi caso di forza maggiore che impedisca sul proprio territorio la stretta applicazione della presente Convenzione. Essa si ispirerà a tale scopo ai principi che informano la presente Convenzione.

ARTICOLO 2.

La presente Convenzione si applica ai trasporti internazionali:

- a) degli ungulati domestici e degli animali domestici delle specie bovina, ovina, caprina e porcina (Capitolo II);
- b) dei volatili e dei conigli domestici (Capitolo III);
- c) dei cani e dei gatti domestici (Capitolo IV);
- d) di altri mammiferi e volatili (Capitolo V);
- e) degli animali a sangue freddo (Capitolo VI);

CAPITOLO II**Ungulati domestici ed animali domestici delle specie bovina,
ovina, caprina e porcina****A. DISPOSIZIONI GENERALI****ARTICOLO 3.**

1. Prima che gli animali vengano caricati in vista di un trasporto internazionale, essi devono venire ispezionati da un veterinario autorizzato del paese esportatore che si accerterà della loro idoneità al viaggio. Ai fini della presente Convenzione, per veterinario autorizzato, si intende un veterinario designato dall'autorità competente.
2. Il carico deve essere effettuato conformemente alle modalità approvate dal veterinario autorizzato.
3. Il veterinario autorizzato rilascia un certificato nel quale sono precisati l'identità degli animali, la loro idoneità al trasporto e, se possibile, l'immatricolazione del mezzo di trasporto e il tipo di veicolo usato.
4. In alcuni casi determinati mediante accordo tra le Parti contraenti interessate, le disposizioni del presente articolo potranno non essere applicate.

ARTICOLO 4.

Gli animali che si presume debbano figliare durante il trasporto o che abbiano figliato da meno di 48 ore non devono considerarsi idonei al trasporto stesso.

ARTICOLO 5.

Il veterinario autorizzato del paese esportatore, del paese di transito o del paese importatore può prescrivere un periodo di riposo, nel luogo da lui indicato, durante il quale gli animali riceveranno le cure necessarie.

ARTICOLO 6.

1. Gli animali devono disporre di spazio sufficiente, e devono, salvo speciali controindicazioni, potersi coricare.
2. I mezzi di trasporto o gli imballaggi devono essere concepiti allo scopo di proteggere gli animali dalle intemperie e dai grandi sbalzi di temperatura. La ventilazione e la cubatura d'aria devono essere adatte alle condizioni di trasporto ed adeguate al tipo di animale trasportato.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. Gli imballaggi (casse, gabbie, ecc.) utilizzati per il trasporto degli animali devono essere muniti di un contrassegno che indichi la presenza di animali viventi e di un'indicazione che specifichi la posizione nella quale gli animali si trovano in posizione eretta. Gli imballaggi devono essere di facile pulitura ed attrezzati in modo da garantire la sicurezza degli animali. Gli imballaggi devono del pari permettere l'ispezione e la cura degli animali ed essere disposti in modo da non ostacolare la circolazione dell'aria. Nel corso del trasporto e della manipolazione, gli imballaggi devono essere sempre tenuti in posizione verticale e non devono essere esposti a scosse od urti violenti.
4. Nel corso del trasporto, gli animali devono essere abbeverati e ricevere un'alimentazione appropriata ad intervalli convenienti. Tali intervalli non devono oltrepassare le 24 ore; il periodo di 24 ore può tuttavia essere prolungato se il mezzo di trasporto può raggiungere il luogo di sbarco degli animali entro un periodo di tempo ragionevole.
5. Gli ungulati devono essere muniti di cavezze durante il trasporto. Tale disposizione non si applica necessariamente agli animali non domati.
6. Quando gli animali sono legati, i legami utilizzati devono avere una resistenza tale da non essere spezzati in condizioni normali di trasporto; tali legami devono essere sufficientemente lunghi per permettere agli animali di coricarsi, nutrirsi ed abbeverarsi. I bovini non devono essere legati per le corna.
7. Gli ungulati che non viaggiano in stalli individuali devono avere gli zoccoli posteriori non ferrati.
8. I tori che abbiano più di 18 mesi di età dovranno essere preferibilmente legati; essi saranno muniti di un anello nasale da utilizzare unicamente per manovrarli.

ARTICOLO 7.

1. Quando animali di specie diverse sono trasportati in uno stesso veicolo, devono essere separati per specie. Inoltre, devono essere previste misure particolari per evitare gli inconvenienti che possono derivare dalla presenza, nella stessa spedizione, di specie naturalmente ostili le une alle altre. Quando animali di età diverse sono caricati nello stesso veicolo, gli adulti devono essere separati dai giovani; tuttavia, tale restrizione non si applica alle femmine viaggianti con i piccoli nel periodo dell'allattamento. Per quanto riguarda i bovini, gli ungulati ed i porcini, i maschi adulti non castrati devono essere separati dalle femmine; inoltre, i verri devono essere separati gli uni dagli altri, così come gli stalloni.
2. Nei compartimenti nei quali sono trasportati gli animali, non devono essere caricate merci che possano nuocere al loro benessere.

ARTICOLO 8.

Un'attrezzatura appropriata, quali ponti, rampe o passerelle deve essere utilizzata per il carico e lo scarico degli animali. Il pavimento di tale attrezzatura non dovrà essere sdruciolevole, e dovrà, se necessario, essere munito di protezioni laterali. Gli animali durante le operazioni di carico e scarico, non dovranno essere sollevati per la testa, per le corna o per le zampe.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICOLO 9.

Il pavimento dei veicoli o degli imballaggi deve essere sufficientemente solido da resistere al peso degli animali trasportati. Non deve essere sdruciolevole, né avere interstizi. Deve inoltre essere ricoperto di stame sufficiente ad assorbire gli escrementi, a meno che lo stame possa essere sostituito da un altro mezzo che presenti vantaggi analoghi.

ARTICOLO 10.

Al fine di assicurare le cure necessarie agli animali durante il trasporto, questi ultimi devono essere accompagnati, a meno che:

- a) gli animali siano consegnati alla partenza in imballaggi chiusi;
- b) il trasportatore si assuma il compito di guardiano;
- c) il mittente abbia incaricato un proprio mandatario di accudire agli animali nei punti di arresto appropriati.

ARTICOLO 11.

1. Il guardiano o il mandatario del mittente è tenuto ad accudire agli animali, ad abbeverarli, nutrirli e, se del caso, a mungerli.
2. Le mucche da latte devono essere munte ad intervalli non superiori alle 12 ore.
3. Al fine di garantire le cure di cui al presente articolo, il guardiano deve avere a propria disposizione, se necessario, un adeguato mezzo di illuminazione.

ARTICOLO 12.

Gli animali che si ammalano o si feriscono durante il trasporto devono ricevere, il più presto possibile, le cure di un veterinario, e quando sia necessario procedere al loro abbattimento, tale operazione dev'essere svolta in modo da evitare, per quanto possibile, ogni sofferenza agli animali stessi.

ARTICOLO 13.

Gli animali devono essere caricati unicamente su veicoli o imballaggi accuratamente puliti. I cadaveri degli animali, il letame e gli escrementi devono essere rimossi appena possibile.

ARTICOLO 14.

Gli animali devono essere, nel minor tempo possibile, portati a destinazione ed i ritardi, in particolare quelli dovuti ad attese per coincidenze, devono essere ridotti al minimo.

ARTICOLO 15.

Allo scopo di accelerare l'adempimento delle formalità al momento dell'importazione o del transito, ogni trasporto di animali verrà annunciato il più presto possibile al posto di controllo. Per tali formalità dovrebbe essere accordata priorità ai trasporti di animali.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICOLO 16.

Le località ove viene effettuato il controllo sanitario e dove si svolga traffico di animali importante e regolare, devono essere provvisti di attrezzature che permettano di far riposare gli animali, nutrirli ed abbeverarli.

B. DISPOSIZIONI SPECIALI PER IL TRASPORTO FERROVIARIO

ARTICOLO 17.

Ogni vagone ferroviario utilizzato per il trasporto degli animali, deve essere munito di un contrassegno che indichi la presenza di animali vivi. In mancanza di vagoni particolarmente attrezzati per il trasporto degli animali, i vagoni utilizzati devono essere coperti, in grado di viaggiare ad alta velocità, nonché muniti di aperture per l'aerazione sufficientemente larghe. Tali aperture devono essere tali da garantire la sicurezza agli animali ed impedire la loro fuga. Le pareti interne di tali vagoni devono essere di legno o di ogni altro materiale adeguato, prive di asperità e munite di anelli o sbarre situate ad un'altezza conveniente.

ARTICOLO 18.

Gli ungulati devono essere legati sia lungo la stessa parete, che gli uni di fronte agli altri. Tuttavia, gli animali giovani e non domati non devono essere legati.

ARTICOLO 19.

Gli animali di grandi dimensioni devono essere disposti all'interno dei vagoni, in modo da permettere al guardiano di circolare fra loro.

ARTICOLO 20.

Quando in base alle disposizioni dell'articolo 7, occorra procedere alla separazione degli animali essa può essere realizzata sia legandoli a pareti diverse del vagone, se la superficie di questo lo consente, sia mediante adatti tramezzi.

ARTICOLO 21.

Al momento della formazione dei treni e durante ogni altra manovra dei vagoni, devono essere prese tutte le precauzioni per evitare gli urti violenti dei vagoni che trasportano gli animali.

C. DISPOSIZIONI SPECIALI PER IL TRASPORTO STRADALE

ARTICOLO 22.

I veicoli devono essere attrezzati in modo che gli animali non possano fuggire ed equipaggiati in modo da garantire la loro sicurezza; devono inoltre essere provvisti di una copertura che assicuri una effettiva protezione contro le intemperie.

ARTICOLO 23.

Dispositivi di attacco devono essere installati nei veicoli utilizzati per il trasporto di animali di notevoli dimensioni che, normalmente, necessitano di essere legati. Quando si rende necessaria la divisione dei veicoli in compartimenti, essa deve essere realizzata mediante tramezzi resistenti.

ARTICOLO 24.

I veicoli devono essere muniti di attrezzature soddisfacenti del tipo previsto all'articolo 8.

D. DISPOSIZIONI SPECIALI PER IL TRASPORTO PER VIA ACQUA**ARTICOLO 25.**

L'attrezzatura dei battelli deve permettere il trasporto degli animali senza che essi siano esposti a ferite o sofferenze evitabili.

ARTICOLO 26.

Gli animali non devono essere trasportati su ponti scoperti, tranne che in imballaggi convenientemente agganciati o in recinti fissi approvati dall'autorità competente e che assicurino un'adeguata protezione contro il mare e le intemperie.

ARTICOLO 27.

Gli animali devono essere legati o convenientemente sistemati in recinti o imballaggi.

ARTICOLO 28.

Convenienti passerelle devono essere sistemate per consentire l'accesso ai recinti o agli imballaggi nei quali sono contenuti gli animali. Devono inoltre essere disponibili impianti che assicurino l'illuminazione.

ARTICOLO 29.

I guardiani devono essere in numero sufficiente, tenuto conto del numero degli animali trasportati e della durata del viaggio.

ARTICOLO 30.

Tutte le parti del battello occupate dagli animali devono essere provviste di dispositivi di scolo delle acque ed essere mantenute in buone condizioni igieniche.

ARTICOLO 31.

Uno strumento del tipo approvato dall'autorità competente deve essere disponibile a bordo per poter procedere all'abbattimento degli animali in caso di necessità.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICOLO 32.

I battelli utilizzati per il trasporto degli animali devono essere muniti, prima della partenza, di provviste di acqua potabile e di alimenti appropriati ritenuti sufficienti dalle autorità competenti del paese di spedizione in proporzione alla specie, al numero degli animali ed alla durata del viaggio.

ARTICOLO 33.

Devono essere prese le disposizioni del caso al fine di isolare, durante il viaggio, gli animali malati o feriti, unitamente ad un servizio di pronto soccorso in caso di necessità.

ARTICOLO 34.

Le disposizioni contenute negli articoli da 25 a 33 non si applicano ai trasporti di animali effettuati su vagoni ferroviari o veicoli stradali caricati su *ferryboats* o battelli simili.

E. DISPOSIZIONI SPECIALI PER IL TRASPORTO AEREO

ARTICOLO 35.

Gli animali devono essere collocati in imballaggi o in stalli adatti alle specie trasportate. Si può derogare alle suddette disposizioni a condizione che vengano approntate sistemazioni adeguate per contenere gli animali.

ARTICOLO 36.

Devono essere prese opportune precauzioni per evitare temperature troppo alte o troppo basse a bordo tenendo conto della specie. Inoltre, debbono essere evitati forti sbalzi di pressione.

ARTICOLO 37.

Uno strumento del tipo approvato dall'autorità competente deve essere disponibile a bordo degli aerei da trasporto per poter procedere all'abbattimento degli animali in caso di necessità.

CAPITOLO III

Volatili e conigli domestici

ARTICOLO 38.

Le disposizioni dei seguenti articoli del Capitolo II si applicano, con gli opportuni adattamenti, al trasporto dei volatili e dei conigli domestici: articolo 6 - paragrafi da 1 a 3; articolo 7; articoli da 13 a 17; articoli 21, 22, da 25 a 30, 32, da 34 a 36.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICOLO 39.

1. Gli animali malati o feriti non devono essere considerati idonei al viaggio. Gli animali che si feriscano o che si ammalino durante il viaggio devono ricevere le prime cure il più rapidamente possibile, e, se necessario, essere sottoposti a visita veterinaria.
2. Quando gli animali sono caricati in imballaggi sovrapposti o in un veicolo a più piani, devono essere presi i provvedimenti necessari al fine di evitare la caduta di escrementi sugli animali che si trovano ai ripiani inferiori.
3. Cibo adatto e, se necessario, acqua in quantità sufficiente devono essere a loro disposizione, tranne nel caso di:
 - a) trasporti di durata inferiore alle 12 ore;
 - b) trasporti di durata inferiore alle 24 ore quando si tratti di piccoli di volatili di qualsiasi specie, a condizione che il trasporto venga portato a termine nelle 72 ore successive alla nascita.

CAPITOLO IV

Cani e gatti domestici

ARTICOLO 40.

1. Le disposizioni del presente Capitolo si applicano al trasporto di cani e gatti domestici, ad eccezione di quelli che viaggiano accompagnati dal loro proprietario o da persona che lo rappresenti.
2. Le disposizioni degli articoli seguenti del Capitolo II si applicano, con gli opportuni adattamenti, al trasporto di cani e gatti: articolo 4; articolo 6 - paragrafi da 1 a 3; articoli 7, 9 e 10; articolo 11 - paragrafi 1 e 3; articoli da 12 a 17, da 20 a 23, da 25 a 29 e da 31 a 37.

ARTICOLO 41.

Gli animali trasportati devono essere nutriti ad intervalli che non superino le 24 ore ed abbeverati ad intervalli che non superino le 12 ore. Gli animali dovranno essere accompagnati da istruzioni redatte in forma chiara concernenti il loro vettovagliamento. Le cagne in calore devono essere separate dai maschi.

CAPITOLO V

Altri mammiferi e volatili

ARTICOLO 42.

1. Le disposizioni del presente Capitolo si applicano al trasporto dei mammiferi e dei volatili non previsti dai capitoli precedenti.
2. Le disposizioni degli articoli seguenti del Capitolo II si applicano, con gli opportuni adattamenti, al trasporto delle specie di cui al presente Capitolo: articoli 4 e 5, articolo 6 - paragrafi da 1 a 3; articoli da 7 a 10; articolo 11 - paragrafi da 1 a 3; articoli da 12 a 17 e da 20 a 37.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI · DOCUMENTI

ARTICOLO 43.

Gli animali devono essere trasportati unicamente in veicoli o in imballaggi appositi sui quali sarà apposta, se del caso, l'indicazione che si tratta di animali selvaggi, particolarmente timorosi o pericolosi. Inoltre, detti animali dovranno essere accompagnati da istruzioni redatte in modo chiaro concernenti il vettovagliamento e le cure particolari di cui necessitano.

ARTICOLO 44.

I cervidi non devono essere trasportati nel periodo in cui le loro corna crescono, a meno che non siano prese speciali precauzioni al riguardo.

ARTICOLO 45.

Si dovrà accudire agli animali di cui al presente Capitolo in base alle istruzioni previste all'articolo 43.

CAPITOLO VI

Animali a sangue freddo

ARTICOLO 46.

Gli animali a sangue freddo devono essere trasportati in appositi imballaggi, tenendo conto delle loro necessità di spazio, di ventilazione, di temperatura, di rifornimento di acqua e di ossigeno del tipo e nella quantità adatti alla specie considerata. Devono inoltre essere portati a destinazione nel più breve tempo possibile.

CAPITOLO VII

Definizione delle controversie

ARTICOLO 47.

1. In caso di contestazione circa l'interpretazione o l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, le autorità competenti delle Parti contraenti interessate procederanno a mutue consultazioni. Ogni Parte contraente notificherà al Segretario generale del Consiglio d'Europa i nomi e gli indirizzi di tali autorità.
2. Se la controversia non ha potuto essere risolta in tal modo, verrà sottoposta, a richiesta di una o dell'altra parte, ad arbitrato. Ogni parte designa un arbitro e i due arbitri così scelti designano un super-arbitro. Se una delle due parti in controversia non ha designato il proprio arbitro nei tre mesi che seguono la richiesta di arbitrato, detto arbitro verrà nominato a richiesta dell'altra parte in controversia dal Presidente della Corte Europea dei Diritti dell'Uomo. Nel caso in cui tale arbitro sia cittadino di una delle due parti in controversia, tale funzione sarà assicurata

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

dal vice Presidente della Corte o, se quest'ultimo è cittadino di una delle parti in controversia, dal più anziano dei giudici della Corte che non sia cittadino di una delle due parti in controversia. Verrà seguita la stessa procedura se gli arbitri non si accorderanno sulla scelta del super-arbitro.

3. Il tribunale arbitrale fisserà la propria procedura. Le sue decisioni saranno prese a maggioranza. La sua decisione, che sarà basata sulla presente Convenzione, è definitiva.

CAPITOLO VIII

Disposizioni finali

ARTICOLO 48.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata o accettata. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.
2. La Convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo la data del deposito del quarto strumento di ratifica o di accettazione.
3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni Stato firmatario che la ratifichi o l'accetti successivamente, sei mesi dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione.

ARTICOLO 49.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare qualsiasi Stato non membro del Consiglio ad aderire alla presente Convenzione.
2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto sei mesi dopo la data del deposito stesso.

ARTICOLO 50.

1. Ogni Parte contraente può, al momento della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, designare il territorio o i territori ai quali verrà applicata la presente Convenzione.
2. Ogni Parte contraente può all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, o in ogni altro momento successivo, estendere l'applicazione della presente Convenzione mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, a qualsiasi altro territorio indicato nella dichiarazione stessa e di cui essa curi le relazioni internazionali o in nome del quale sia autorizzata a stipulare.
3. Ogni dichiarazione fatta ai sensi del paragrafo precedente potrà essere ritirata, per quanto riguarda qualsiasi territorio indicato in detta dichiarazione, alle condizioni previste dall'articolo 51 della presente Convenzione.

ARTICOLO 51.

1. La presente Convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato.
2. Ogni Parte contraente potrà, per quel che la riguarda, denunciare la presente Convenzione inviandone notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.
3. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data in cui il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica.

ARTICOLO 52.

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni Stato che abbia aderito alla presente Convenzione:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità dell'articolo 48;
- d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 50;
- e) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 51 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà effetto;
- f) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 47.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Parigi, il 13 dicembre 1968, in francese ed inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli Archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia conforme ad ogni Stato firmatario ed aderente.

(Seguono le firme).